

Fiche 1.2 : Comment expliquer l'instabilité de la croissance économique ?

INDICATIONS COMPLÉMENTAIRES : *L'observation des fluctuations économiques permettra de mettre l'accent sur la variabilité de la croissance et sur l'existence de périodes de crise. On présentera les idées directrices des principaux schémas explicatifs des fluctuations (chocs d'offre et de demande, cycle du crédit), en insistant notamment sur les liens avec la demande globale. En faisant référence au programme de première, on rappellera le rôle des politiques macroéconomiques (nationales et européennes) dans la gestion des fluctuations conjoncturelles. On analysera les mécanismes cumulatifs susceptibles d'engendrer déflation et dépression économique et leurs conséquences sur le chômage de masse.*

Acquis de première : *inflation, politique monétaire, politique budgétaire, politique conjoncturelle, chômage, demande globale*

NOTIONS : *Fluctuations économiques, crise économique, désinflation, croissance potentielle, dépression, déflation.*

Savoirs de référence sur la question

Les fluctuations économiques

La croissance effective est instable : à des périodes de croissance soutenue (expansion), succèdent des périodes de forts ralentissements, voire de recul de l'activité productive pendant une période plus ou moins longue (récession ou dépression). Au sens strict, le terme de « crise » désigne le point de retournement à la baisse de l'activité économique ; au sens large, il désigne l'ensemble de la période au cours de laquelle l'activité est déprimée, le chômage élevé, etc. ; la crise se termine alors grâce à la « reprise ». La récession survient lorsque la croissance économique est négative pendant au moins six mois consécutifs. Lorsque la baisse de la production se prolonge, par exemple sur plusieurs années, on assiste à un phénomène de dépression économique.

On appelle fluctuations économiques l'ensemble des mouvements de ralentissement ou d'accélération du rythme de la croissance économique. Le repérage des fluctuations s'opère grâce à des séries statistiques (annuelles, trimestrielles, mensuelles) qui portent sur le volume de la production, les prix, le chômage, le niveau des stocks, les carnets de commande des entreprises, etc. (par exemple en France les enquêtes de conjoncture réalisées par l'INSEE).

L'analyse des fluctuations économiques repose notamment sur l'étude des différences entre la croissance effective (celle qui est mesurée au cours d'une période donnée) et la croissance potentielle. La croissance économique potentielle est évaluée par le taux de croissance du PIB potentiel, c'est-à-dire du PIB maximal qui pourrait être réalisé grâce à la pleine utilisation des facteurs de production disponibles. Le PIB potentiel est donc une évaluation de la production maximale qu'il serait possible de réaliser sans tension inflationniste ; c'est une mesure

des capacités d'offre de l'économie. Lorsque la croissance effective est supérieure à la croissance potentielle, cela conduit à des tensions inflationnistes (on parle de « surchauffe ») ; lorsque la croissance effective est inférieure à la croissance potentielle, on assiste à une montée du chômage. L'écart (« gap » en anglais) entre croissance effective et croissance potentielle permet donc d'appréhender l'instabilité de la croissance. Face à une situation où la croissance est insuffisante pour assurer le plein emploi, il convient de déterminer si cela résulte d'une croissance effective inférieure à la croissance potentielle (ce qui relève de la politique économique conjoncturelle) ou d'une croissance potentielle insuffisante (ce qui relève d'une politique économique structurelle).

Les explications des fluctuations économiques

Chocs de demande

L'irrégularité de la croissance effective trouve sa source principale dans les variations de la demande globale, dont les composantes ont été étudiées en classe de première (Economie - questions 1.5. et 5.3.) : lorsqu'une des composantes de la demande globale adressée aux producteurs se modifie, on parle de « choc de demande ». Lorsque la demande globale est affectée par des chocs positifs, sa hausse peut impulser une phase d'expansion. Inversement, si des chocs de demande négatifs se produisent, ils peuvent provoquer une diminution de la demande globale et conduire à une récession. Ces chocs de demande risquent d'avoir un impact amplifié sur l'activité économique du fait du comportement des entreprises en matière de stocks. Lorsque la demande ralentit, la production peut baisser beaucoup plus fortement si les entreprises décident de réduire leurs stocks afin d'anticiper une baisse plus marquée de la demande ; la hausse du chômage, la baisse du nombre d'heures travaillées en général risquent alors de contribuer à accentuer ce ralentissement. Inversement, lorsque la hausse de la demande s'accélère, les entreprises produiront d'autant plus qu'elles devront reconstituer leurs stocks ; la baisse du chômage et la hausse du nombre d'heures travaillées peuvent alors contribuer à entretenir l'augmentation de la demande, de même que les investissements réalisés par les entreprises pour étendre leurs capacités de production.

Les effets à court terme des variations autonomes de la demande sur la croissance sont cependant d'autant plus réduits que les propensions à épargner et à importer des agents économiques sont élevées.

Chocs d'offre

Les chocs d'offre sont des variations des conditions de la production ; ils découlent notamment de la productivité ou du prix des facteurs. Les chocs d'offre négatifs sont causés généralement par une hausse du coût des matières premières (chocs pétroliers de 1973 et 1979 par exemple), par des augmentations de salaires supérieures aux gains de productivité (comme au cours des années 1970) ou par un alourdissement de la fiscalité sur les entreprises. En cas de choc d'offre négatif, l'activité économique devient plus coûteuse et les entreprises les moins productives et compétitives risquent d'être acculées à la faillite. Inversement, lorsque des innovations permettent des gains de productivité et abaissent les coûts unitaires de production, elles produisent un choc d'offre positif : en abaissant les prix des produits, elles favorisent leur diffusion auprès des consommateurs et donc l'augmentation de la production. En cas de choc d'offre positif, la situation des producteurs s'améliore par la diminution de leurs coûts de production ; ils peuvent dès lors éventuellement produire davantage et tirer la croissance économique.

Cycle du crédit et déflation par la dette

Le cycle du crédit contribue à expliquer le caractère endogène de l'instabilité de la croissance.

En période d'expansion économique, surtout si la situation économique est saine (faible taux d'intérêt, faible inflation), le « paradoxe de la tranquillité » (H. Minsky) joue : les agents s'endettent, financent des investissements ou une consommation à crédit, ce qui dynamise la

demande et renforce la croissance donc l'optimisme général. Cependant, le taux d'endettement des agents augmente, des crédits sont accordés à des agents moins solvables, des comportements spéculatifs se développent, des bulles peuvent se former sur les prix de certains actifs. En fixant des taux d'intérêt trop bas en période d'expansion, les banques centrales peuvent amplifier ces comportements, tout comme les banques commerciales lorsqu'elles prêtent à des agents économiques ayant des projets trop risqués.

Ces excès peuvent conduire à une crise financière et plonger l'économie réelle dans la crise par la conjonction des effets richesse négatifs sur les ménages, de la destruction des capitaux propres des entreprises et des banques, du climat de pessimisme qui s'installe et qui peut entraîner l'effondrement de la demande globale, de l'offre et de la demande de crédit. C'est ainsi que la dette conduit au « boom économique » et que celui-ci conduit à la crise lorsqu'un événement provoque le retournement des anticipations et la contraction de l'offre de crédit des banques. Les mécanismes qui avaient accéléré la croissance jouent alors dans le sens d'une amplification de la récession, voire de la dépression. Les krachs boursiers peuvent ainsi s'accompagner de crises bancaires qui entravent le financement des activités productives (cycle du crédit). Cela peut conduire à une « déflation par la dette » (I. Fisher) : la baisse des prix d'actifs, donc de la richesse de ceux qui les détiennent, rend l'endettement excessif ; la fragilité, voire la destruction du système bancaire rend le crédit inaccessible aux PME qui, pour retrouver de la liquidité, licencient et baissent leurs prix ; la baisse des prix augmente le poids réel de la dette pour les firmes endettées, les faillites se multiplient, ce qui aggrave en retour la situation des banques.

La déflation, c'est-à-dire la contraction des grandeurs nominales (prix, salaires, masse monétaire), qui s'accompagne en général de celle des grandeurs réelles (demande, production, emploi), pourrait assainir l'économie si elle favorisait à long terme le redémarrage de cette dernière. Si elle élimine les producteurs les moins efficaces, la déflation peut en effet créer les conditions de la reprise. La chute de l'investissement pendant la déflation réduit la demande de capital et favorise la baisse des taux d'intérêt, tandis que le chômage contribue à la diminution des salaires. A un moment, le coût unitaire de production est si faible que l'activité des producteurs ayant survécu reprend. Cependant, l'existence d'un tel phénomène de « régulation par la faillite » (J. Rueff) a fait l'objet d'une vive contestation par J.M. Keynes, qui souligne que seule l'intervention discrétionnaire de l'Etat peut permettre un redémarrage de l'activité économique.

Les pouvoirs publics peuvent-ils limiter les fluctuations économiques ?

Pourquoi les pouvoirs publics devraient-ils intervenir ?

En période de ralentissement, le recul de l'activité économique engendre chômage de masse et baisse du revenu des ménages. Les jeunes éprouvent alors beaucoup plus de difficultés que leurs prédécesseurs pour trouver un emploi. Les tensions sociales et politiques augmentent, donnant du crédit aux mouvements qui prônent des changements radicaux dans l'organisation économique et sociale. Sans intervention de l'Etat, l'économie peut entrer dans un cercle vicieux dans lequel la déflation, fréquemment observée en période de crise grave, renforce les difficultés économiques. La lenteur de l'ajustement de l'économie par la déflation a été soulignée par J.M. Keynes qui déclarait, dans une émission radiophonique du 14 janvier 1931 : « A long terme, nous sommes tous morts. Les économistes s'adonnent à une tâche trop facile, trop primitive, si, dans la saison des tempêtes, ils nous annoncent seulement que lorsque l'orage sera terminé, l'océan retrouvera son calme. ». L'intervention de l'Etat apparaît d'autant plus nécessaire que l'ajustement par la déflation peut ne pas se produire, notamment parce que les entreprises les plus vulnérables ne sont pas toujours les moins efficaces.

Inversement, en cas de croissance économique effective trop forte par rapport au potentiel de croissance de l'économie, des tensions inflationnistes peuvent se manifester et être à l'origine d'un cercle vicieux aux conséquences néfastes. L'inflation se traduit en effet par une baisse du

pouvoir d'achat de la monnaie, qui mine la confiance qu'ont les agents en elle, et par une perte de compétitivité-prix au niveau international, ce qui peut avoir des effets négatifs sur les échanges extérieurs et donc la production réalisée à l'intérieur du pays. Elle a également pour effet, si les revenus n'augmentent pas au même rythme que les prix, de provoquer une baisse du pouvoir d'achat des ménages qui pourrait être source de ralentissement de l'activité. Elle provoque enfin, lorsqu'elle n'est pas compensée par une hausse des taux d'intérêt, des transferts de richesse des prêteurs, épargnants notamment, vers les emprunteurs.

La gestion des fluctuations conjoncturelles par les politiques budgétaire et monétaire

Ainsi que cela a été vu en première (question 5.4.), le diagnostic porté sur la nature des déséquilibres macroéconomiques détermine le type de politique conjoncturelle à mettre en œuvre.

Lorsque la croissance de la demande globale ralentit, voire devient négative, l'écart entre la croissance effective et la croissance potentielle se creuse. Les politiques conjoncturelles peuvent soutenir la croissance effective. Elles consistent en une politique budgétaire de relance par une hausse du déficit de l'Etat et une politique monétaire de soutien à l'investissement et au système bancaire par la baisse du taux d'intérêt et/ou l'injection de liquidités. Ainsi, à l'occasion de la crise de 2008, les banques centrales américaine et européenne – la Fed et la BCE - ont abaissé très rapidement leurs taux d'intérêt directeurs et ont fourni la liquidité demandée par le marché. Les Etats ont laissé se creuser les déficits publics et ont en général mis en œuvre des plans de relance.

Inversement, en cas de croissance économique effective trop forte par rapport au potentiel de croissance de l'économie d'un pays, une politique de freinage de la demande globale par un excédent budgétaire de l'Etat et par une hausse des taux d'intérêt de la banque centrale doit permettre de réduire les tensions risquant de déboucher sur une inflation trop rapide : c'est une politique de désinflation, c'est-à-dire de ralentissement de l'inflation. Ainsi, le début des années 1980 a été marqué dans de nombreux pays développés par des politiques budgétaire et/ou monétaire désinflationnistes.

Les voies étroites de la politique économique

Les politiques conjoncturelles qui agissent sur la demande risquent de ne pas être pertinentes en réponse à un choc d'offre négatif dans l'économie. En effet, la politique conjoncturelle agit plus facilement sur les variables de demande que sur les variables d'offre. Les chocs d'offre nécessitent, au contraire, des ajustements structurels et institutionnels de l'économie qui demandent du temps.

Par ailleurs, la France se trouve aujourd'hui insérée dans la zone euro où la conduite des politiques conjoncturelles est beaucoup plus délicate : la politique monétaire est décidée par la BCE pour l'ensemble de la zone euro ; la politique budgétaire est contrainte par le Pacte de Stabilité et de Croissance, renforcé en 2012 par le Pacte budgétaire, qui n'offrent qu'une coordination négative des politiques budgétaires nationales (déficit budgétaire limité à 3% du PIB et dette publique à 60% du PIB). L'efficacité des politiques conjoncturelles dans la zone euro est ainsi limitée par une politique monétaire à taille unique et les marges de manœuvre limitées et non coordonnées des politiques budgétaires nationales.

De plus, les effets des politiques conjoncturelles ne sont pas mécaniques : les ménages et les entreprises peuvent modifier leurs comportements suite aux modifications des politiques économiques. Par exemple, une relance de la consommation par la distribution par l'Etat de revenus exceptionnels aux ménages peut échouer si ceux-ci préfèrent, par précaution, épargner ces revenus supplémentaires compte tenu de la menace croissante du chômage ou de l'anticipation d'une hausse future des impôts destinés à contenir la dette publique. Ils modifient dès lors à la baisse leur propension à consommer. Une politique monétaire expansionniste par la baisse des taux d'intérêt directeurs peut ne pas parvenir à accroître l'offre de crédit des banques et la demande de crédit des ménages et des entreprises du fait du pessimisme des acteurs : il n'y a alors pas transmission à l'économie réelle (la relance attendue de la demande et de l'offre ne se produit pas). Il est donc de ce fait difficile de prévoir avec certitude les effets sur l'économie d'une modification de la politique budgétaire ou monétaire.

Ressources et activités pédagogiques proposées

Activité 1 : Croissance effective et croissance potentielle

Finalité : distinguer croissance effective et croissance potentielle ; comprendre les déterminants de l'une et de l'autre

Étapes et ressources préconisées :

- Télécharger le fichier à l'adresse suivante :
- ec.europa.eu/europe2020/pdf/ags2012_annex2_fr.pdf
- Présenter aux élèves le graphique 6 page 5 « croissance potentielle et croissance réelle, UE » et leur demander de distinguer les phases de croissance effective supérieure/inférieure à la croissance potentielle.
- En utilisant les pages 20 et suivantes, rechercher les déterminants de la croissance potentielle et montrer les effets attendus des réformes structurelles évoquées. Remarque : la construction de schémas d'implication peut faciliter l'élaboration de raisonnements et la mise en évidence de mécanismes.
- En prenant appui sur l'équation d'équilibre emplois-ressources et les composantes de la demande globale étudiées en première, rechercher les déterminants de la croissance effective.
- Synthétiser par un schéma les déterminants de la croissance potentielle et de la croissance effective.

Activité 2 : La croissance économique française et ses déterminants

Finalité : prendre appui sur l'exemple de l'économie française pour repérer les fluctuations de la croissance et les contributions des composantes de la demande globale à l'évolution du PIB.

Étapes et ressources préconisées :

- Sur le site de l'INSEE, données concernant l'évolution du PIB et des composantes de la demande globale, en milliards d'euros et en taux de croissance annuels, pour les années récentes. Possibilité de télécharger également les données sur longue période (depuis l'année 1950) des évolutions annuelles en % et des contributions de chacune des composantes à la croissance du PIB en points de %.
www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=1
- A partir de ces données, diverses activités sont possibles.
- On peut par exemple faire travailler les élèves sur les contributions de chaque composante à la croissance effective sur une ou plusieurs années : en fonction des consignes données par le professeur, leur demander de sélectionner les informations utiles et d'en tirer les conclusions.
- On peut utiliser les séries longues pour repérer des fluctuations et, le cas échéant, s'interroger sur le rôle de chacune des composantes et/ou faire le lien avec les politiques conjoncturelles afin d'en proposer des illustrations.
- Remarque : sur le site « apprendre avec l'INSEE », sont également proposés de nombreux exercices interactifs et activités sur le thème de la croissance à partir des données concernant l'économie française (www.cndp.fr/stat-apprendre/insee/croissance/default.htm).

Activité 3 : Chocs d'offre et chocs de demande

Finalité : illustrer les notions de choc d'offre et choc de demande par les exemples de 1973 et 2009 ; comprendre les mécanismes par lesquels ces chocs induisent des fluctuations économiques.

Étapes et ressources préconisées :

- Article de P. Artus, « Ne pas oublier que nous sommes confrontés à un choc de demande négatif », *Flash Economie*, Natixis, 2009. (cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=48179)
- Utiliser les graphiques 1 et 7 et demander aux élèves en quoi ils illustrent des chocs d'offre et de demande et lesquels (positifs ou négatifs).
- Demander aux élèves de citer d'autres exemples de chocs symétriques et de décrire les mécanismes qu'ils engendrent sous forme de schémas.
- Rassembler en synthèse dans un tableau à double entrée les exemples pertinents.

Activité 4 : Les politiques conjoncturelles et la gestion des fluctuations

Finalité : comprendre que la dépression des années 30 aux Etats-unis ne s'est pas reproduite après 2009 du fait de l'intervention massive des autorités monétaire et budgétaire.

Étapes et ressources préconisées :

- Article de P. Artus, « Quelles politiques économiques en 1929 et aujourd'hui ? », in Jacquillat B. (dir), *1929-2009 : récession(s) ? Rupture(s) ? Dépression(s) ?*, Les cahiers du Cercle des économistes, PUF, 2009, page 109-131.
- Cet article comportant essentiellement des graphiques, il est possible de le reprendre quasiment in extenso (sauf sur la politique commerciale) et, par exemple, de supprimer les commentaires et de les remplacer par des questions.
- S'agissant de la politique monétaire, on peut par exemple faire comparer les graphiques 10b&9b et 6a&c : très restrictive dans les années 1930, la politique monétaire est expansionniste en 2009.
- S'agissant de la politique budgétaire, on peut faire comparer les graphiques 5a et 4a : relance budgétaire très timide dans les années 1930 (même avec le New Deal) contre plan de relance très ambitieux de Barack Obama en 2009.
- Faire construire un schéma récapitulatif permettant de présenter les effets de ces politiques (monétaire et budgétaire) pour chacune des périodes.

Bibliographie

Bibliographie sélective et commentée à l'usage du professeur

Artus P., « Croissance potentielle et croissance effective », *Flash économie* n°524, 19 novembre 2008. (cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=43494)

[En illustrant par les exemples de plusieurs pays, l'auteur présente deux approches des perspectives de croissance, basées sur la distinction entre croissance effective et croissance potentielle, ainsi que la relation entre les deux. Nombreux graphiques et tableaux, dont certains utilisables en classe]

Bénassy-Quéré A., Coeuré B., Jacquet P., Pisani-Ferry J., *Politique économique*, De Boeck, 2009.

[Au-delà des politiques conjoncturelles, les auteurs analysent les politiques qui peuvent avoir un effet sur la croissance de long terme. pp. 496-519]

Musolino M., *Fluctuations et crises économiques*, Éllipse, 2011.

[Une référence récente de manuel. On peut notamment se référer aux trois dernières parties : « Les interprétations de la crise de 1973 », « La crise permanente » et « la controverse des cycles longs »]

Marcel B., Taïeb J., *Les grandes crises, 1873, 1929, 1973, 2008 ?*, Armand Colin, 2010.

[Les grandes crises peuvent être l'occasion de mettre en pratique les raisonnements économiques – chocs d'offre, chocs de demande notamment]

Bibliographie complémentaire

Galbraith J.K., *La crise économique de 1929 : Anatomie d'une catastrophe financière*, Nouvelle édition augmentée, Petite bibliothèque Payot, 2011.

Gazier B., *La crise de 1929*, PUF, *Que sais-je ?*, 7^e édition, 2011.

Gilles P., *Histoire des crises et des cycles économiques. Des crises industrielles du 19^e siècle aux crises actuelles*, A. Colin, coll. U, 2009, 2^e édition.

Hautcoeur P.C., *La crise de 1929*, coll. Repères, La Découverte, 2009.

Rosier B., *Les théories des crises économiques*, coll. Repères, La Découverte, 2003.